

**Assemblée Générale FedeLIS
St Malo le 26 juin 2015
Rapport Moral d'Henri Baladier**

Mesdames, Messieurs,

La Bretagne, terre agricole par excellence, est tout naturellement la région la plus représentative de la diversité des produits que nous représentons à FedeLIS. Que citer ? Les volailles, le porc et la charcuterie, les produits de la mer, les bovins, veaux, agneaux, les productions légumières etc. Des Signes Officiels de Qualité et d'Origine qui ont su être créés pour segmenter le marché et faire émerger les produits de qualité. Je suis donc très heureux de vous accueillir sur cette terre fertile, à Saint Malo pour cette Assemblée Générale de FedeLIS.

Hier les différentes fédérations qui adhèrent à FedeLIS, FIL Rouge, SYNALAF, SYLAPORC et AQUALABEL, ont tenu leurs assemblées générales respectives. Il nous appartient donc aujourd'hui d'évoquer les thèmes généraux derrière lesquels tous se retrouvent, que ce soit en matière d'information, d'évolutions, de défense ou de communication.

Commençons d'un bon pied, autant le dire, il me semble que plusieurs voyants sont au vert. Tout d'abord, la perspective de sortie de crise se confirme, comme nous en assurait dernièrement le CREDOC. Cela pourrait permettre à des consommateurs qui ont fait des arbitrages sur leur consommation de Signes Officiels de Qualité et d'Origine, de pouvoir revenir vers nos produits et se faire plaisir plus souvent avec des produits de qualité.

Ensuite, comment les ignorer ? Les attentes sociétales sont de plus en plus fortes, que ce soit sur la qualité, l'origine, mais aussi les pratiques qui permettent de les garantir. Nous aurons de plus en plus besoin d'avoir des productions garantes de la préservation de l'environnement et des sols, du bien-être animal, des territoires et de l'emploi local. Or, me dis-je, tout cela les Signes Officiels de Qualité et d'Origine savent le faire... et le font depuis longtemps... avec une certaine réussite... c'est même les spécialistes du sujet ! Nous sommes équipés pour répondre à ces demandes sociétales.

D'ailleurs, chaque jour ou presque, une enseigne, une région, une association s'évertue à réinventer un outil qui garantisse la qualité ou l'origine... Comment faire pour que nos clients ne soient pas déçus par nos viandes trop dures ? Comment garantir que mon produit vienne bien de ma région ? Mais ne réinventons pas la poudre, ces outils existent déjà, ce sont les Signes Officiels de Qualité et d'Origine !

Ne réinventons pas la poudre parce que la recette n'est pas si simple à élaborer. Nous avons mis des décennies à construire avec les pouvoirs publics la délicate alchimie : avoir la flexibilité de s'adapter au marché tout en ayant le sérieux et la rigueur nécessaire, proposer des produits qualitatifs et exigeants tout en restant dans des gammes de prix accessibles, avancer des arguments au consommateur tout en étant capable de les contrôler, imposer à la filière des contraintes tout en lui offrant une visibilité sur les prix, une contractualisation, un espace de discussion et d'échange. Le système est rodé, efficace, respectueux de l'ensemble des filières et leurs opérateurs, utilisons le.

D'ailleurs, certains secteurs commencent à intégrer le message, les demandes de Label Rouge et IGP agro-alimentaires sont nombreuses à être présentées au Comité National ad'hoc, le Label Rouge et l'IGP ont du sens. Je m'en réjouis.

Et pourtant, souvent je m'interroge, pourquoi le Label Rouge, si reconnu du consommateur et adapté à ses attentes ne représente-t-il pas 20% du marché ?

Le prix, me direz-vous, le consommateur ne peut pas s'offrir ces produits. Oui, certes, en partie. Mais quand même, la différence de prix n'est pas si importante. De plus, par exemple, dans la viande de bœuf, les Signes Officiels de Qualité et d'Origine ne représentent que 3% des volumes. Pourtant, il y a bien plus de 3% des français qui ont les moyens de s'offrir une viande de qualité Label Rouge, IGP ou AOC. Je crois surtout que le produit n'est pas assez présent en point de vente ou dans les lieux de restauration, pour que le consommateur le trouve. Le problème vient donc de nous, professionnels, qui ne l'utilisons pas assez. Mais pourquoi ?

Probablement, les Signes Officiels de Qualité et d'Origine trainent cette image de lourdeur et de complexité administrative. Certes, les IGP et AOC, signes européens, à la protection très forte mettent du temps à être élaborés, c'est normal, il faut beaucoup de contrôles en amont pour décider de confisquer un nom de lieux pour le réserver à un mode d'élaboration d'un produit. Mais il n'en est pas de même dans le Label Rouge !

Le Label Rouge a évolué et continue à évoluer. L'INAO, suite à notre demande, a mis en place des correspondants Label Rouge spécialisés par filière. Aujourd'hui, nous sommes très satisfaits de leur travail.

De plus, encore suite à la demande de FedeLIS, l'INAO s'est engagé pour faire évoluer le format des notices techniques. Ce nouveau format nous permettra d'être encore plus clair sur les garanties du Label Rouge et d'avoir un système plus évolutif.

Donc, comme première raison du manque de développement de nos Signes Officiels de Qualité et d'Origine, les lourdeurs administratives. Certes, mais elles ne cessent de s'alléger. Je pense aussi, que le manque de développement des Signes Officiels de Qualité et d'Origine est surtout lié à un manque d'ambition politique pour eux.

Tout va bien dans le haut de gamme, pas besoin de s'en occuper ai-je entendu dire dernièrement, travaillons plutôt là où ça coince, dans l'entrée de gamme. J'ai failli m'étouffer en dégustant mon bœuf cœur de gamme. Ne faut-il se concentrer que sur ceux qui périssent parce qu'ils ont choisi un créneau peu porteur d'avenir, ou renforcer les systèmes sécurisants à moyen ou long terme et inciter producteurs, transformateurs, distributeurs à s'y orienter?

Sur cette belle terre de Bretagne, dénigrée pour sa production de masse, connue pour les difficultés de ces abatteurs et de ces producteurs, je n'ai pas entendu dire que des producteurs sous Signes Officiels de Qualité et d'Origine rencontraient des difficultés aussi graves que leurs collègues!

Pourquoi ne pas orienter plus de filières vers la solution des Signes Officiels de Qualité et d'Origine, pourquoi ne pas plus appuyer les Signes Officiels de Qualité et d'Origine pour qu'ils se développent encore ?

Le monde agricole doit se questionner, où veut-il mettre ses priorités ?

Ambition politique pour le monde agricole, mais aussi pour les pouvoirs publics.

Tout d'abord, pour une fois, nous n'avons pas de grandes récriminations à faire à notre partenaire INAO. Bien sûr, beaucoup de travail doit encore être mené pour que les messages et éléments de doctrine diffusés par le national et les unités territoriales soient harmonisés, mais aujourd'hui, globalement, nous sommes heureux du travail mené ensemble, et tenons à saluer cette dynamique positive que, M le Directeur, vous avez su établir. Nous apprécions en particulier votre sens de l'échange et l'efficacité politique et technique de l'INAO pour défendre et mettre en avant nos Signes Officiels de Qualité et d'Origine.

M. le représentant du CabinetMinistre, c'est un plaisir de travailler avec vos services et en particulier avec le bureau de la qualité de la DGPAAT nouvellement baptisée DGPEEE. Mais grandes sont nos attentes envers vous. Nous savons que vous défendez nos produits mais si vous voulez aider nos filières Signes Officiels de Qualité et d'Origine à aller plus loin, à quand une aide à la certification qui accompagnerait les opérateurs qui font le choix de supporter le coût des contrôles accrus pour garantir des produits fleurons de la production française, comme cela peut se faire en bio dans d'autres pays européens ?

Par ailleurs, nous avons pour les IGP, une demande très précise. En effet, les exigences actuelles de Bruxelles pour des IGP en produit transformés sont à notre avis à la limite de la tromperie du consommateur quand un produit fini se référant à une zone peut inclure de la matière première produite parfois très loin de cette zone. Est-il admissible qu'une charcuterie IGP soit produite avec un porc qui ne soit pas élevé sur un territoire défini, comment le consommateur peut-il comprendre cela ? M. le représentant du cabinetMinistre, nous vous demandons de trouver les solutions nécessaires, au niveau français ou européen, pour que l'origine du produit majoritaire, apparaisse sur les IGP.

Finalement, au niveau international, à l'AG de l'an dernier, nous démontrions que les Signes Officiels de Qualité et d'Origine pouvaient être un formidable outil pour l'export avec le sérieux et la garantie qu'ils apportent. Pourtant, nous avons eu plusieurs échos anxigènes des négociations transatlantiques, et même si nous le savons, la France défend nos indications géographiques, nous voulons nous assurer de votre garantie de la reconnaissance et de la protection des indications géographiques IGP et AOP dans ces négociations.

Ainsi, pour moi, les Signes Officiels de Qualité et d'Origine répondent aux attentes des consommateurs, mais ils ne se développent pas encore assez entre autres par manque d'ambition.

Et pourtant, à FedeLIS, nous y croyons.

Nous le prouvons par notre mobilisation sans faille auprès de l'INAO.

A Fil Rouge et Sylaporc, nous l'avons prouvé en 2014 par le lancement de notre campagne européenne de communication viande et charcuterie Label Rouge, ces Label Rougiens, hommes et femmes qui ne mangent que des viandes et charcuteries Label Rouge parce qu'ils veulent le meilleur. Cela fait maintenant 1 an et demi que nous nous sommes lancés

dans l'aventure avec le soutien des professionnels et des interprofessions INTERBEV et INAPORC, avec de très bons résultats !

Aujourd'hui, je souhaite et j'espère qu'une campagne beaucoup plus large pourra prendre le relais. Les évolutions des possibilités de financement par l'Union Européenne sur la communication des Signes Officiels de Qualité et d'Origine, si elles sont confirmées, ainsi que les expertises sur la faisabilité d'une campagne Label Rouge - IG, et enfin l'envie exprimée par plusieurs filières, ouvrent la voie pour une mise en place d'une réflexion et une coordination d'une très forte campagne, dont bien sûr les modalités sont loin d'être arrêtées.

Pour finir, laissez-moi revenir aux présentations et riches échanges de ce matin. Les Signes Officiels de Qualité et d'Origine ont toujours eu un temps d'avance, pour résoudre des problématiques agricoles et répondre aux attentes de la société civile. Et pour garder cette dynamique, nous devons être capables de toujours nous remettre en question, tout en gardant un cap clair.

Or, à FedeLIS, nous identifions une menace. Et comme, les Signes Officiels de Qualité et d'Origine sont une co-construction des pouvoirs publics et des professionnels, nous voulions partager ensemble notre ressenti.

Ces derniers temps, et je rentre dans un débat d'initiés, vous me pardonnerez, nous nous demandons si, à force de bien faire, nous ne sommes pas en train de nous enfermer dans le carcan qui réduirait le Label Rouge à la simple preuve à un instant donné de sa qualité, via des tests hédoniques. Le Label Rouge et les IG, de par leur histoire et leur perception actuelle par le consommateur, sont bien plus qu'une qualité supérieure à prouver par des tests hédoniques ou une origine. Ce sont des cahiers des charges qui apportent une qualité supérieure avec un sens bien plus large : des garanties en termes d'environnement et d'entretien du territoire, de bien-être animal, de savoir-faire etc. ; durabilité, équitabilité et welfare comme disait M Mevel.

Or, par exemple, la validation du mode 2 des dossiers d'Evaluation et de Suivi de la Qualité Supérieure nous semblent avoir du mal à s'extraire de la sacro-sainte comparaison avec un produit courant, prévue, certes dans les textes.

De la même façon les IGP ont de plus en plus de conditions de production dans leur cahier des charges. Ne sont-elles pas un peu plus que la préservation de leur origine ?

Nous devons ensemble, au sein de l'INAO, ne pas nous laisser enfermer dans une définition trop stricte de la qualité et de l'origine et prendre mieux en compte les notions de bien-être animal et d'environnement, même s'ils n'ont pas d'impact sur le goût.

Par exemple, il y a un point qui ne nous était jusqu'à ce jour pas permis de faire : mettre en avant les bonnes pratiques environnementales pratiquées quotidiennement par les opérateurs. Ces assertions nous disait-on, sont réservées à la BIO.

Les discussions que j'ai pu avoir avec nos amis de la BIO, me confirment dans l'idée que si la le Label Rouge et les IG faisaient état de pratiques vertueuses, cela n'entraverait en rien le développement de la BIO. Et puis les propos de notre Ministre, Monsieur Stéphane LE FOLL, aux 80 ans de l'INAO à Avignon, à différentes émissions ou interviews, préconisant le stockage du carbone dans les prairies permanentes, l'augmentation ou la préservation du taux de matières organiques des sols, la combinaison entre production animale et production végétale, nous font penser que nous pouvons demander à ce jour à pouvoir inclure dans les cahiers des charges des éléments relevant de ces pratiques et de pouvoir ainsi les mettre en avant. Pourquoi développer un affichage Haute Qualité Environnementale et interdire aux Label Rouge et aux IG de communiquer sur leurs bonnes pratiques. ? Nous ne pouvons plus continuer à passer à côté de l'environnement aujourd'hui ! Ce point va devenir vital pour le Label Rouge et les IGP.

Je le redis, nous sommes devenus les spécialistes de la qualité, avec des produits en accord avec les attentes sociétales. Mais professionnels comme administration, si nous devons garder le cap de nos exigences, ne nous laissons pas enfermer dans une définition trop stricte de la qualité, réduite à une seule qualité organoleptique, quand aujourd'hui, pour les consommateurs et même les citoyens, la qualité recouvre des champs bien plus larges, de l'environnement, du bien-être animal, de l'équitable etc.